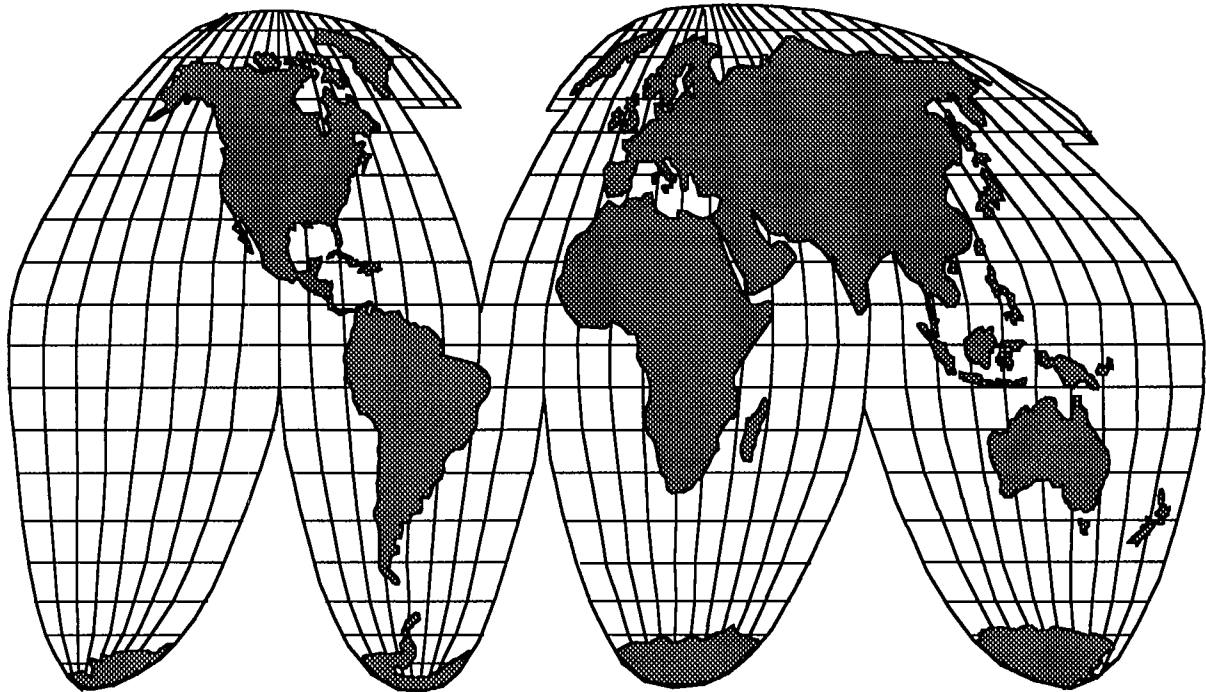


1998 - 225

MEMOIRE DE STRATEGIE



SUEZ, POINTS DE VUE STRATEGIQUES

5ème Promotion 1997 / 1998
Division C / Groupe C 1
Mars 1998

Wing Commander
PATON David R
Royal Air Force

SYNTHESE

La crise de Suez apparaît comme l'un des plus grands événements de l'histoire après la deuxième guerre mondiale. Elle marque l'avènement du tiers monde aux dépens des grands pouvoirs coloniaux - Grande Bretagne et la France. Simple opération « punitive » au départ, en apparence réponse à la nationalisation du canal de Suez par le colonel Nasser, elle est devenue simultanément un alibi et un enjeu qui ont dépassé la capacité des hommes politiques à les maîtriser.

Pour les anglais, sous le premier ministre Anthony Eden, il s'agissait de maintenir leur prestige et leur présence dans le monde arabe en renversant Nasser qui, après la nationalisation du canal, avait été doté d'une popularité inégalée.

Pour les Français, il s'agissait essentiellement de frapper Nasser pour mettre fin à l'insurrection Algérienne, pour autant que le gouvernement de l'époque (Guy Mollet, Lacoste, Bourgès-Maunoury) s'imaginait que, sans Nasser l'insurrection algérienne perdrait sa raison d'être.

Pour Israël, l'occasion paraissait bonne de stopper la montée en puissance de l'Égypte (due aux armements massifs en provenance de l'Est) qui, à terme, menaçait l'indépendance de la patrie.

Pour Nasser, enfin, cette opération de la nationalisation devait assurer l'avenir économique du pays et affirmer insolemment sa liberté aux puissances ex coloniales, aux États-Unis aussi.

Loin de s'allier avec la France et l'Angleterre, les Américains sabotèrent sciemment l'expédition de Suez, tout en affectant de se solidariser avec leur alliés. Plus: lorsque l'URSS menaçait de représailles les forces franco-anglo-israéliennes intervenues sur le canal, Washington se joignit à Moscou pour mettre fin à l'expédition.

Avec cette victoire de Nasser, entre l'Ouest et l'Est naissait un monde nouveau, animé par les arabes, qui prétendait à la souveraineté et à une identité qui lui serait propre.

Introduction

Après la fin de la deuxième guerre mondiale et une période de paix pendant les années 1946 à 1949, le monde s'est trouvé dans une ère dominée par les deux grandes superpuissances - les Etats-Unis et l'empire soviétique avec leurs alliances. La crise de Berlin en 1949 a consolidé la méfiance entre les superpuissances et les Etats-Unis ont commencé à être sur leurs gardes à l'encontre de la menace de la politique expansionniste de l'URSS. Néanmoins, de façon incroyable, la crise de Suez en 1956 a forcé une rupture entre les alliances traditionnelles. A la fin, les Etats-Unis et l'URSS ont travaillé ensemble contre les efforts réunis de la France, la Grande-Bretagne et l'état d'Israël. Ce mémoire examinera les causes qui ont généré cette situation, ainsi que les mécanismes de la rupture entre les autorités politiques et le commandement militaire.

La crise de Suez a été un des plus importants événements politiques et militaires de l'après-guerre. Or cet événement majeur déclenché par les gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne, le fut au milieu de conditions politiques défavorables, et malgré son succès militaire, conduisit à un échec politique complet.

Du point de vue stratégique, l'échec de Suez relève de deux choses principales: d'une part l'absence d'une stratégie globale associée à une conception générale erronée et trop étroite qui cherchait à résoudre un problème quasiment politique par une action purement militaire, et d'autre part une stratégie qui allait tout miser sur l'intervention israélienne.

Au lieu d'une conception opérationnelle associant et combinant les actions politiques et militaires, nous aboutissons à une conception fondée uniquement sur l'opération « chirurgicale » d'une action militaire complètement séparée de son contexte, mais bloquée par des considérations politiques.

L'échec est donc dû à cette conception stratégique erronée. Comme le dit le Général Beaufre « On croyait à la possibilité d'un coup de main, qui était irréalisable dès qu'on s'était étroitement lié aux Britanniques, et l'on n'avait pas compris les conditions politiques nécessaires au succès d'un événement majeur d'ordre international. Cette contradiction et cette erreur d'échelle expliquent en grande partie l'échec final ». C'est donc de ce point de vue stratégique que je vais étudier ce moment d'histoire.

La crise de Suez

Avant d'aborder l'aspect stratégique de Suez, il me semble nécessaire de faire un rappel des événements principaux de cette affaire. La crise de Suez est le résultat de trois problèmes différents: la guerre d'Algérie, la nationalisation du canal de Suez et les débuts de l'état d'Israël.

La guerre d'Algérie se développait depuis novembre 1954. La rébellion, d'abord très localisée, allait prendre de l'ampleur. Au printemps 1956, le gouvernement de Guy Mollet, au pouvoir depuis quelques mois, espérait faire aboutir son programme algérien et arriver à une négociation. Il n'avait pas la preuve du soutien apporté par Nasser et les services de renseignement égyptien à la révolution algérienne. En 1956, comme le gouvernement français s'engage dans une politique de résistance résolue, il est évident que celle-ci vaut aussi de manière politique contre l'Égypte. C'est pendant cette période qu'éclate le grave incident de la nationalisation du canal de Suez par Nasser. Les Français saisissent cette occasion pour masquer leur difficultés dans la guerre d'Algérie. Attribuant par erreur ou par tactique politique à l'Égypte une sorte de parrainage de cette insurrection, la France décide d'attaquer le gouvernement du Caire.

C'est une affaire où les faits sont simples mais les dessous très complexes. Les États-Unis avaient joué sur Nasser au Moyen-Orient, selon la ligne indiquée depuis plusieurs années qui préconisait une politique au Moyen-Orient fondée sur le soutien des nationalistes arabes. Cette politique pro-égyptienne les avait conduits à envisager de prendre la charge de financer le grand barrage d'Assouan. C'était pour Nasser, qui avait obtenu le départ des derniers soldats britanniques de la zone du canal, et qui venait d'être élu président de la République avec une majorité absolue, un succès politique et financier capital. Mais en même temps, exploitant au maximum l'ambiguïté du neutralisme complet, Nasser jouait une carte russe. Les Soviétiques, à l'époque, cherchaient à s'infiltrer au Moyen-Orient. Ils le faisaient surtout au moyen d'armements et de techniciens, en Syrie, en Irak et en Égypte. L'Égypte se voyait proposer un programme très tentant de chars, d'artillerie, de Migs et de bombardiers, ce qui naturellement ne plaisait pas aux Américains qui, de ce fait, retardaient leur mise de fonds en Égypte. Il est très vraisemblable que les Américains aient donné aux Égyptiens le choix entre le financement du barrage et les armes soviétiques. Mais Nasser voulait à tous prix gagner sur les deux options. Au mois de juillet, s'étant assuré que les soviétiques étaient disposés à financer le barrage d'Assouan, il présente aux Américains une demande d'engagement faute de quoi il traitera avec

les soviétiques. Cette démarche abrupte déclenche une réaction négative chez les américains, qui décident de renoncer à financer le barrage. C'est à ce moment que Nasser annonce la nationalisation du canal de Suez. Le canal appartenait alors à une société internationale qui l'avait construit et le gérait avec un bail de cent ans.

L'événement produit une profonde émotion à Londres, où l'on sent que le prestige britannique est en cause, et à Paris où le canal est considéré comme une entreprise française. A Londres, le Premier ministre Eden, qui a fait évacuer les troupes britanniques un mois et demi plus tôt, s'est décidé à l'idée d'une opération militaire et a donné des ordres en conséquence. Ceci est bien compréhensible, mais il conçoit une opération en commun avec les Américains et avec une simple participation des Français.

En France les deux tendances politiques se renforcent mutuellement pour pousser à une action militaire. Dès le début, la France est disposée à engager deux divisions. Mais Eden veut s'assurer de l'appui américain. Les américains veulent la conciliation et proposent de réunir tous les parties pour une conférence sur l'internationalisation du canal de Suez. Ce n'est que si les propositions de cette conférence sont repoussées par Nasser, qu'il faut avoir recours à une action militaire. Eden en déduit que les américains le soutiendront, alors que leur attitude est dilatoire. C'est sur ce malentendu fondamental que l'affaire va s'engager. On convoque la conférence des vingt-deux nations intéressées au canal de Suez. En attendant, les préparatifs militaires sont déjà en cours.

A ce moment, il faut noter qu'Israël n'est pas en cause. Cependant, cet état se sent menacé par l'arrivée d'armements soviétiques en Egypte. L'idée d'un coup d'arrêt militaire préventif se développe en Israël, où l'on suit avec beaucoup d'attention le développement de la crise de Suez.

Pour résumer, en ce début d'août, les choses ne sont pas encore décidées: la Grande-Bretagne et la France se préparent pour une opération militaire, mais rien n'est prêt, et la Grande-Bretagne ne veut agir qu'avec l'accord des Etats-Unis.

Le manque d'une « stratégie globale » dans le concept général

Il est clair que l'affaire de Suez a été particulièrement compliquée. Du point de vue politique, ce fut, dès le début, un problème à résoudre: la France était décidée à faire l'opération, mais avec les Britanniques; les Britanniques voulaient l'appui des Américains; les Américains employaient tous les moyens dilatoires pour empêcher l'action britannique; les Israéliens inquiets des armements soviétiques

distribués aux Egyptiens, voyaient de plus en plus la nécessité et l'urgence d'un coup d'arrêt.

Il est donc évident que dans ces circonstances, ce fut un échec. Du point de vue stratégique l'échec provient du fait « qu'on a confondu l'essentiel et l'accessoire ». La première erreur stratégique et politique, est que l'opération soit lancée avec la Grande-Bretagne toujours à la recherche de l'accord ou la complicité des Américains. Les Américains de leur côté, qui avaient déclenché la crise, cherchaient à résoudre le problème par des manoeuvres dilatoires, au point qu'ils convaincront les Britanniques de renoncer à l'opération. Ce n'est qu'après l'intervention israélienne que les Britanniques vont accepter de participer, mais seulement avec un objectif limité au canal et pratiquement à Port-Saïd.

Il semblait donc inutile de poursuivre une opération qui ne présentait aucune chance de succès. Pour réussir il n'y avait que deux issues possibles: obtenir l'accord concret des Américains ou bien compléter le projet jusqu'au bout.

Mais l'opération est faite très rapidement, dans l'espoir illusoire que l'action militaire résoudrait tout. C'est là que se situe l'erreur principale de la conception de cette manoeuvre. Comme trop souvent dans l'histoire on a essayé de résoudre un problème politique complexe par le déclenchement d'une opération militaire, alors qu'une opération militaire, à moins d'être une victoire totale d'influence mondiale, ne peut réussir que si elle s'effectue dans un cadre politique favorable. Ce qui n'était pas le cas de l'affaire de Suez.

D'abord quel était le but de l'opération? Pour la France, c'était Nasser, dont la révolution tendait à soulever et à unifier le monde arabe. Pour le gouvernement français, rester en Algérie était d'une importance capitale, donc il fallait chercher à écraser le centre nerveux de la révolution arabe. Il fallait donc battre l'armée égyptienne et aller au Caire. Pour les Britanniques, selon Eden, l'objectif politique était le canal de Suez, alors que le débarquement à Alexandrie constituait une action trop indirecte, et difficile à justifier politiquement.

A la conférence de Londres sur le canal de Suez, les Américains et les Soviétiques pratiquent une tactique retardatrice; la France y mène l'offensive, et en Grande-Bretagne l'opposition manifeste son désaccord. La conférence se termine par une décision ambiguë: on propose à Nasser de livrer le canal à une compagnie internationale. Le refus de Nasser permet aux Britanniques et aux Français de déclencher l'opération. Pour les Américains et les Soviétiques, c'est un premier pas vers la conciliation. Du côté britannique on pense encore à une opération appuyée par les Américains.

Du côté français, les choses se précipitent; à la suite d'un accord d'armement passé avec les Israéliens, un nouveau concept se présente: avec une attaque

israélienne sur le Sinaï, pourquoi ne pas faire une opération franco-israélo-britannique? Cette nouvelle stratégie ramènerait l'intérêt sur le canal de Suez qui, pour des raisons politiques et techniques intéressait les pouvoirs politiques.

Eden s'est seulement rallié avec une très forte hésitation à l'opération sur Alexandrie. Il préfère une opération limitée sur le canal. Bien qu'il soit tout à fait d'accord avec la participation d'Israël, il cherche constamment à se ménager un accord avec les Américains.

A la suite du refus de Nasser sur les propositions de la conférence de Suez, Eden annonce aux Américains son intention de saisir le conseil de sécurité de l'ONU pour justifier une opération militaire. Mais au même moment les Américains annoncent le projet d'association des usagers du canal, destiné à empêcher l'opération. Ce refus laisse les Franco-Britanniques sans aide militaire américaine.

C'est ici que les alliés perdent l'initiative et donc ne poursuivent plus une stratégie du fait accompli. Ce ne sera pas une opération éclair, une opération qui ne laisse aucune option aux Américains et aux Soviétiques. Suez devient une opération de longue durée, destinée à permettre un débarquement. C'est le compromis politique, une acceptation américaine, l'entrée en jeu des Israéliens, et une opération centrée sur le canal pour les Franco-Britanniques.

Malgré ceci, du côté israélien, on pousse vers une action franco-britannique qui protégerait Israël de la menace égyptienne. Mais comme auparavant dans cette opération, les événements prennent encore du retard quand Dulles annonce « nous n'avons pas l'intention de nous ouvrir un chemin à coups de canon ». Il n'y a aucun doute sur la position américaine, et la situation politique est de nouveau très précaire.

Certes, les difficultés politiques n'avaient pas manqué et Eden avait mal interprété le point de vue des Américains, et particulièrement celui de Dulles. Mais cette indécision dans une affaire aussi délicate démontre bien la confusion totale, et le manque de stratégie globale à la veille d'une opération aussi importante.

Mais plus dévastateur encore est le fait d'avoir accepté l'idée de la phase « aéropsychologique ». C'était un non-sens militaire et une grave erreur stratégique. C'est elle qui a marqué toute l'opération d'un caractère profondément hésitant qui traduit bien le manque de détermination de la part de Eden, et de l'opposition britannique.

Cette situation se manifestera jusqu'au bout, et me semble la mieux illustrée par le message d'Eisenhower qui demande à Eden de retarder l'opération à cause des

élections présidentielles en faisant des « promesses vagues ». En même temps, Dulles déclare que « les Etats-Unis sont déterminés à apporter aide et assistance à tous les pays victimes d'agression dans le Moyen-Orient ». Mais cette fois Eden est décidé, et l'opération aura lieu malgré les Américains. C'est l'attaque des Israéliens qui va tout bouleverser; pour Nasser, l'initiative israélienne lui permet de faire valoir « le péril sioniste » et d'obtenir que l'opinion égyptienne se resserre autour de lui pour la défense de la patrie contre les juifs. Pendant cela, les Britanniques ayant décidé de poursuivre cette affaire, continuent à s'efforcer d'obtenir l'accord ou la neutralité des Américains, ceci malgré les déclarations fracassantes de Dulles. Celles-ci ont souvent une attitude ambiguë qui a permis de penser que s'ils étaient placés devant le fait accompli, ils « éviteraient de rompre la solidarité atlantique en se joignant aux Soviétiques ».

Avec le fléchissement de la Grande-Bretagne, c'est la France qui arrache une décision sur Suez. Mais cette décision n'est pas celle d'une campagne contre Nasser, mais celle d'une occupation du canal, en attendant les forces des Nations Unis. Eden écrit à Eisenhower: comme l'opération ne pourra pas se développer, elle se limitera à Port-Saïd qui représentera un gage que l'on cédera à l'ONU.

Sur cette promesse, Eisenhower donne l'ordre à la sixième flotte de dégager la Méditerranée orientale et ne fait aucune protestation directe.

Ainsi après tant de péripéties, d'hésitations et d'erreurs, les forces alliées vont s'engager dans des très mauvaises conditions internationales sur la prise de gage de l'îlot de Port-Saïd;

Le résultat maintenant bien connu de cette affaire est « qu'une action politique doit être conçue au profit du succès de l'action militaire, une action militaire doit être conçue dans le cadre des impératifs politiques ».

Ces considérations permettent de conclure que l'échec de Suez démontre « qu'il faut que l'action militaire soit très rapide et qu'elle soit incluse et mise en convergence avec une politique extérieure et intérieure relevant d'une véritable stratégie globale ».

La Stratégie du fait accompli

Dans le cas de Suez, « il était impossible d'avoir recours à une intervention militaire classique, quand les deux grandes puissances s'opposaient à cette action. Seule pouvait être efficace la nouvelle guerre, la guerre éclair,

foudroyante, la guerre du fait accompli ». D'un point de vue général, on peut dire qu'à moins d'un soutien international très assuré, toute opération militaire nécessite d'atteindre ses objectifs très rapidement. C'est cela la stratégie du fait accompli. Mais cela ne s'est pas réalisé pour l'affaire de Suez. Dès le tout début, l'opération était trop lente et déclenchée trop tard. Sur le plan militaire, trois erreurs capitales ont été commises.

La première erreur a consisté à faire changer de plan moins de quinze jours avant la première date de déclenchement de l'opération, en imposant le débarquement à Port-Saïd au lieu d'Alexandrie. Même si l'opération par Alexandrie était moins efficace, il était mieux de la faire à ce moment au lieu de s'engager dans une nouvelle planification.

D'autant plus qu'en opérant vers le Caire, l'objectif de l'opération n'était pas ambigu comme il le fut plus tard. Au contraire, l'idée que Port-Saïd pouvait constituer un gage pour les alliés s'est démontrée totalement erronée et inutile. Pour mettre en oeuvre cette stratégie du fait accompli il fallait attaquer le canal aussitôt et par surprise, pour éviter que qu'il ne soit obstrué. Ce fut la seconde erreur et sans doute la plus grave de toute l'opération.

Pour agir par surprise, il fallait mettre en place à Chypre l'échelon d'assaut amphibie et aéroporté, réduire l'action aérienne à vingt-quatre heures et lancer une opération aéroportée immédiatement sur Port-Saïd, puis sur Ismailia avec les forces blindées et les moyens amphibies. Ceci était possible dès le début des événements, et sans doute aurait pleinement réussi.

Mais si ce plan n'avait pu se déclencher à ce moment, pour des raisons politiques, il était encore possible de le faire plus tard, de la même façon. De ce point de vue, l'erreur était de ne pas presser les choses au moment où l'opération fut déclenchée. Malgré l'énormité de cette opération, les chances de succès étaient considérables et aurait créé le « fait accompli », face aux divergences américaines et soviétiques.

L'engagement d'Israël

Dans le concept original, Israël ne devait pas participer à cette opération. Ce n'est que progressivement, et bien que cet engagement fut politiquement indispensable, que Israël s'est engagé. L'engagement militaire d'Israël en premier échelon avant l'engagement franco-britannique fut une erreur stratégique.

En laissant attaquer les Israéliens les premiers cela a donné à Nasser une position psychologique très forte sur le plan de la politique intérieure égyptienne. Ceci allait constituer une sorte de guerre sainte contre le sionisme et « toute défection deviendrait une trahison honteuse ». Au lieu de détruire le prestige de Nasser, l'engagement israélien allait éveiller des échos de sympathie dans tout le monde arabe, et plus particulièrement en Algérie où la France se trouvait dans une situation décisive. Le but était d'éliminer Nasser, alors que cette stratégie renforçait sa position. Ce fut là une faute capitale.

Du point de vue militaire c'était aussi une erreur stratégique proprement dite. En effet, l'attaque israélienne devait avoir pour effet de repousser les forces égyptiennes sur le canal de Suez, donc d'y augmenter les difficultés pour les Franco-Britanniques au cours d'un débarquement. Mais si les Israéliens étaient restés à leur frontière, en présentant une menace aux Egyptiens, ils auraient fixé les forces égyptiennes qui tenaient le Sinaï et Gaza. Celles-ci n'auraient pas pu contrôler une attaque franco-britannique sur le canal. La situation stratégique des Egyptiens menacés à la fois à Alexandrie, à Port-Saïd, à Suez et dans le Sinaï, aurait été très difficile à résoudre. D'où le double intérêt stratégique et psychologique.

Il était très compréhensible que les Franco-Britanniques aident les Israéliens avec de l'armement, mais il n'était pas stratégiquement raisonnable de concentrer toute l'opération sur l'intervention israélienne.

L'attaque israélienne fut une victoire militaire totale, mais il ne faut pas oublier le fait que les Israéliens comptaient surtout sur les forces franco-britanniques pour les couvrir contre un retour offensif égyptien éventuel, combiné sans doute avec des ripostes venant de la Syrie et de la Jordanie. C'est pour cela qu'il valait mieux maintenir Israël dans une posture menaçante, et que les Franco-Britanniques auraient dû attaquer seuls.

Les Problèmes Spécifiques

Le lancement de cette opération a été retardé plusieurs fois. Il y avait plusieurs changements dans la planification. Les troupes parachutistes britanniques n'étaient pas bien préparées pour leur tâches. En outre, les forces britanniques et les troupes françaises étaient logées dans les bases séparées avec toutes les difficultés de communication et de coordination. La Grande-Bretagne a eu besoin de mobiliser les troupes réservistes qui n'étaient pas bien préparées ou bien équipées. Pour soutenir cette opération, le gouvernement de la Grande-Bretagne

a du louer les bâtiments civils nécessaires pour le soutien logistique, étant donnée l'opposition des syndicalistes, à cette opération militaire.

De surcroît, il y avait des mésententes au sein de l'institution : la décision d'attaquer le Caire n'a pu être prise. C'est pourquoi cette idée fut abandonnée, mais cet exemple montre le manque de précision dans la planification.

Les troupes choisies pour cette opération ont été informées qu'elles étaient engagées dans un exercice ; ainsi les troupes se sont-elles lancées dans une opération avec une logistique applicable aux seuls exercices.

Les problèmes les plus aigus, toutefois, étaient ceux créés par les hommes politiques. Eden était convaincu, qu'éventuellement il gagnerait le soutien des Etats-Unis et aussi de sa propre population. En définitive, il n'a été soutenu ni l'un ni l'autre. Quelques mois plus tard, Eden a du quitter le gouvernement.

La situation politique s'est détériorée plus vite que prévue et le cessez-le feu s'est produit plus tôt. Il était clair que les deux vieilles nations de l'Europe avaient perdu leur rang sur la scène internationale.

Les enseignements

Les erreurs stratégiques de l'affaire de Suez ont conduit à un échec politique et au début de la décolonisation par les pays européens. Ce qui est évident, dans le cas de Suez, est que les forces franco-britanniques sont intervenues trop tard pour résoudre des difficultés qui dataient depuis bien longtemps. Pour la France, l'affaire algérienne allait influencer toute la campagne de Suez, et parfois allait troubler l'effort constructif sur le plan international. Pour les Britanniques, l'hésitation et le manque de détermination du pouvoir allait faire tomber le gouvernement.

Il faut encore souligner l'erreur d'appréciation tout au long de cette affaire, qui conduisit à chercher à résoudre des problèmes politiques par des moyens militaires, alors que c'étaient des solutions politiques qui s'imposaient. Dans le cas de Suez on s'est servi de la période d'hésitation politique pour la période de préparation militaire, sans avoir recours à des longues négociations subtiles et décisives. C'est cette période d'hésitation qui démontre bien le manque de préparation politique et aussi le manque d'une stratégie globale.

Le fait est que pour atteindre son objectif, il ne suffit pas d'avoir des moyens militaires puissants; il faut aussi que les objectifs politiques puisse être atteints.

C'est la recherche du climat politique favorable, essentiel au succès d'une action militaire.

L'aventure de Suez était une opération préventive déclenchée trop tard.

Conclusion

Comme dans tous les conflits, les erreurs sont nombreuses et l'affaire de Suez n'est pas une exception. Mais les erreurs commises pendant l'affaire de Suez étaient en général moins le fait de l'homme que de la conception stratégique d'ensemble qui était profondément erronée. Ce qui manquait était une véritable stratégie de prévention.

Et les résultats pour nous aujourd'hui ? La nationalisation du canal de Suez par Nasser était d'ailleurs bien un événement incommensurable. Elle a déclenché en cascade une série d'évolutions dont nous vivons toujours les prolongements. Elle a fait de l'Egypte et du Monde arabe le fer de lance des revendications du Tiers Monde.

SOMMAIRE

Ce mémoire tente de décrire la distinction entre la stratégie politique et les actions militaires lors de la crise de Suez. Il cherche à montrer qu'une victoire militaire n'est pas la garantie suffisante pour mener à la victoire politique. Le manque d'une « stratégie globale » et cohérente, de la part des hommes politiques, a mené à une rupture dans les alliances traditionnelles. Ainsi, la Grande Bretagne et la France ont été abandonnées par leur allié traditionnel, les Etats-Unis, ces derniers affichant à l'occasion un front uni avec l'URSS.

Cette crise a consacré le commencement de la fin de l'influence des puissances coloniales parmi les pays du Moyen-Orient. Bien que cette opération ait eu pour but de détruire le prestige de Nasser, ce dernier est sorti comme le grand vainqueur de la crise et plus particulièrement aux yeux du monde arabe.

BIBLIOGRAPHIE

1956 : la crise de Suez - La Documentation Française - Paris 1986

Suez - Michel Bar Zohar - Paris 1964

The Protocol of Sèvres : Anatomy of a War Plot - Avi Shlaim - International Affairs (1997)

L'Expédition de Suez - Général Beaufre - Paris 1967

The Suez Campaign 1956 - E A Corrigan - TDRC Feb 1989